



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Record en 2020

La dette mondiale atteint 226'000 milliards de dollars
La pandémie a contribué à creuser la dette mondiale l'année passée, qui s'est envolée de 28% sur un an, selon le Fonds monétaire international. • (Page 08)

Pandémie

Omicron force la reine à annuler son grand repas de Noël
Elizabeth II se voit contrainte de renoncer à son dîner de ... • (Page 08)



Contrôle citoyen de l'action publique

• (Page 03)

Le CACIT vise l'approche basée sur les droits de l'homme



41ème Journée mondiale de l'alimentation

• (Page 04)

Éliminer la faim à l'horizon 2030 au Togo

Vérification des Pass COVID-19

Le Togo lance son application PassCovidTG
Le gouvernement du Togo lance l'application mobile PassCovid-TG qui ... • (Page 02)

Identité visuelle

L'Agence nationale de la cybersécurité tient son logo
Dix mois après sa création, l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy) dispose officiellement de son identité visuelle... • (Page 04)

Trade Finance

Proparco et Coris Bank International signent une convention
La Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique (PROPARCO SA), filiale de l'Agence française de développement ... • (Page 06)

Code de l'urbanisme au Togo

Le rapport de cadrage en validation à Lomé
Le secrétariat permanent du Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain a organisé ce jeudi 16 décembre 2021 à Lomé, un ... • (Page 11)

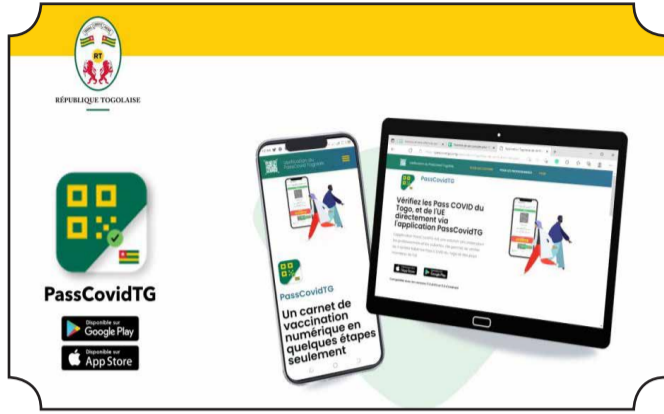
Vérification des Pass COVID-19

Le Togo lance son application PassCovidTG

Le gouvernement du Togo lance l'application mobile PassCovidTG qui permet aux utilisateurs d'avoir leur certificat de vaccination COVID-19, preuve de guérison ainsi que leur test PCR à portée de main.

• Nicole ESSO

Cette application permet aux contrôleurs, professionnels ou autorités, de vérifier la validité de ces documents. Ainsi, elle facilite et améliore la vérification des pass sanitaires au quotidien. Aucune connexion internet n'est nécessaire pour utiliser l'application PassCovidTG. Depuis le 15 décembre 2021, toute personne en possession d'un certificat de vaccination COVID-19, preuve de guérison ou test PCR délivré par le Togo peut scanner le code QR de leur document papier ou PDF et ensuite le stocker dans l'application afin de le montrer à tout moment aux contrôleurs. Pour les professionnels et autorités, l'application PassCovidTG permet de scanner ce code QR pour s'assurer immédiatement et de manière fiable que le Pass présenté est valide. En cas de voyage, l'application peut être utilisée pour vérifier à l'avance la validité du Pass dans le pays de destination. Par exemple, le certificat de vaccination COVID-19 du Togo est reconnu et valable



dans les 27 pays de l'Union européenne. L'application PassCovidTG permet de lire les informations avec un niveau de détail minimum et ne divulgue pas davantage d'informations sanitaires. Lors d'un contrôle, l'application affiche le statut du Pass (valide ou invalide) et aussi le nom et la date de naissance du détenteur, pour permettre au contrôleur de vérifier que les informations sont conformes avec celles qui figurent sur la pièce d'identité du propriétaire du Pass. L'application PassCovidTG respecte les bonnes pratiques de confidentialité et de sécurité des données, conformément aux dispositions de la loi N°2019-014 du 29 octobre 2019 relative à la protection des données personnelles

en République togolaise. Comme toutes les données personnelles des utilisateurs sont gérées localement sur le smartphone, les informations enregistrées sont supprimées dès que l'application est désinstallée. Le Gouvernement invite tous les citoyens, les professionnels ainsi que les voyageurs à destination ou en partance de Lomé, qui ont un smartphone, à installer l'application PassCovidTG et à l'utiliser pour faire bloc à l'expansion de la pandémie. L'application PassCovidTG peut être téléchargée gratuitement sur Apple App Store pour iOS et Google Play Store pour Android. Pour plus d'informations sur l'utilisation de l'application, visitez <https://passcovid.gouv.tg>.



AUX DECIDEURS...

Intelligence artificielle, avantages et inconvénients

L'intelligence artificielle a le potentiel de contribuer à la résolution de certains des problèmes les plus insolubles de notre temps. Les exemples incluent le changement climatique et les pandémies.

L'intelligence artificielle fonctionne sur la base d'ensembles de données massifs à partir desquels des algorithmes sont programmés pour discerner des modèles. Ces modèles peuvent être utilisés pour déduire de nouvelles informations et également prédire le comportement et les résultats. De plus en plus, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique sont utilisés pour remplacer les décisions humaines par une prise de décision automatisée au nom des humains. C'est souvent dans des domaines qui peuvent avoir un impact significatif sur la vie des gens. Accédez à des prêts ou même accédez à un pays.

Pourtant, tout se passe dans une boîte noire à laquelle même le concepteur de l'algorithme n'a peut-être pas accès, il est donc important de décider de ce qui va dans la boîte.

Les grandes entreprises technologiques, les agences multilatérales et les banques de développement ont largement exploité le potentiel de l'intelligence artificielle pour faire progresser la croissance économique et le développement national.

La pandémie de COVID-19 a également mis en évidence l'énorme valeur des données publiques et la valeur potentielle de la combinaison des données publiques et privées pour faire face aux crises de santé publique et aux catastrophes.

Pourtant, on s'inquiète de plus en plus de la répartition inégale des opportunités et des inconvénients associés à l'intelligence artificielle.

L'utilisation croissante de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique dans la prise de décision publique soulève des questions cruciales concernant l'équité et les droits de l'homme.

À l'échelle mondiale, l'intelligence artificielle constitue également un risque pour les progrès réalisés vers l'égalité des sexes. Les histoires abondent de systèmes d'intelligence artificielle biaisés contre les femmes et les minorités de genre.

La plupart des initiatives présentent des solutions techniques aux problèmes sociaux et politiques. Cela signifie qu'ils sont développés en dehors du cadre des droits de l'homme. Ce sont aussi en grande partie des initiatives du Nord global, avec une participation multipartite limitée du Sud global.

Il existe des cadres de données basés sur les droits qui informent le développement de l'intelligence artificielle. Il s'agit notamment du règlement général de l'Union européenne sur la protection des données. Mais ils ont tendance à se concentrer principalement sur la première génération ou les droits fondamentaux, tels que la vie privée.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité de réguler les données dans l'intérêt collectif ou le bien commun. Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer au droit à la vie privée.

L'intérêt collectif concerne également la gouvernance des données dans le contexte de groupes ou de communautés identifiables où la conséquence potentielle de l'identification individuelle entraîne l'exposition de l'identité collective.

La littérature et la pratique de la gouvernance des données ont été principalement considérées et entreprises dans cette perspective réglementaire négative. En d'autres termes, en mettant l'accent sur le respect de la protection des données et de la cybersécurité et des sanctions en cas de violation.

C'est une condition nécessaire à l'intelligence artificielle. Mais ce n'est pas suffisant. De nombreux domaines de la gouvernance des données nécessitent une intervention positive. Les exemples incluent l'accès aux données, leur facilité d'utilisation et leur intégrité si elles doivent traiter des questions d'inclusion, d'égalité, de réparation et de justice sociale.

L'indice mondial répond au besoin d'une norme inclusive et mesurable qui complète la compréhension en évolution rapide de ce que signifie une intelligence artificielle responsable dans la pratique. Il encourage et suit également la mise en œuvre des principes de gouvernance par les acteurs concernés.

Le Global Index suivra la mise en œuvre des principes d'IA responsable dans plus de 120 pays. Un réseau international de chercheurs indépendants sera établi pour évaluer dans quelle mesure les principes sont appliqués. Il collectera également des données primaires et secondaires sur les indicateurs clés d'une intelligence artificielle responsable.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Contrôle citoyen de l'action publique

Le CACIT vise l'approche basée sur les droits de l'homme

Renforcer les compétences des acteurs de la société civile et des médias sur l'approche basée sur les droits de l'homme (ABDH) et promouvoir cette approche afin de sa prise en compte dans l'élaboration et le suivi des politiques et programmes de développement. Dans cette optique, du 15 au 17 décembre 2021, le Collectif des Associations contre l'Impunité au Togo (CACIT) tient un atelier de renforcement des capacités des organisations de la société civile et des médias sur l'approche basée sur les droits de l'homme dans le cadre du projet « initiative pour le contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) ».

• Joël YANGLLO

Les participants ont une connaissance de la prise en compte de l'ABDH dans le processus de programmation et de planification des politiques et programmes de développement ; les 25 acteurs de la société civile et des médias sont outillés et ont des notions sur les droits de l'homme et sa place dans le développement humain ; les capacités des participants en matière de suivi, d'évaluation des politiques et programmes sont bien développées ; un vivier d'acteurs est constitué et est engagé sur les thématiques de l'ABDH, le CCAP et l'importance de la redevabilité des gouvernants ; les indicateurs sont définis et serviront à suivre la mise en œuvre de l'approche dans les ministères impliqués. Tels sont les résultats attendus au terme de l'atelier de renforcement des capacités des organisations de la société civile et des médias sur l'approche basée sur les droits de l'homme dont deux allocutions ont marqué l'ouverture officielle des travaux. D'entrée de jeu, le Directeur exécutif du Collectif des Associations contre

l'Impunité au Togo (CACIT) a fait remarquer que l'implication de la population et des acteurs pertinents est importante dans la démarche du contrôle citoyen de l'action publique. « Il y a lieu de rappeler que lors de la première phase dudit projet, le CACIT a contribué à l'effectivité du contrôle citoyen de l'action publique pour une amélioration de la gouvernance, ainsi que du renforcement de la gouvernance locale au Togo. Plusieurs activités réalisées ont permis de mettre en place une plateforme virtuelle sur le Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) dénommée Presimetre.tg » qui permet aux citoyens de suivre, d'évaluer les actions du gouvernement et de donner leurs appréciations sur la mise en œuvre des politiques publiques », a déclaré Ghislain Koffi NYAKU. C'est dire toute la nécessité pour les acteurs et notamment la population de cerner le concept du contrôle citoyen de l'action afin de mieux faire le suivi et des politiques publiques et d'apporter sa contribution pour l'amélioration de la gouvernance au Togo. Raison pour laquelle, cet atelier vise à appuyer les



• Photo de famille

efforts des acteurs de développement notamment les OSCs et les médias à mieux identifier les priorités nationales en fonction des droits de l'Homme et à faciliter le choix en termes d'allocation budgétaire. En procédant à l'ouverture officielle des travaux, Yao Francis DJOKOTO, Directeur de la promotion des droits de l'Homme au ministère des Droits de l'Homme dira que « le gouvernement togolais a initié plusieurs programmes de développement avec l'appui des partenaires techniques et financiers. L'on doit citer la

Stratégie de Croissance Accélérée de lutte contre la Pauvreté et la promotion de l'Emploi (SCAPE 2013-2017), et le Programme National de Développement (PND) qui s'inscrit dans les Objectifs de Développement Durable. Toutefois, il est important de relever l'objectif visé par le gouvernement togolais est d'atteindre un développement inclusif en permettant à toutes les couches sociales d'être prises en compte. Cet objectif louable ne peut occulter l'intégration de l'approche basée sur les droits de l'homme ».

L'ABDH, un cadre conceptuel pour le processus de développement humain

Cependant, il faut relever que la préoccupation sur le respect des droits de l'homme reste toujours d'actualité dans la mesure où les droits de l'homme ne sont pas pris en compte dans la plupart des programmes et politiques de développement. C'est dans ce contexte que le Collectif des Associations contre l'Im-

punité au Togo (CACIT) en collaboration avec le Ministère des droits de l'Homme et des relations avec les institutions, avec l'appui financier du National Endowment for Democracy (NED) initie dans le cadre de la deuxième phase du projet « Initiative pour le Contrôle Citoyen de l'Action Publique » (CCAP) une formation à l'endroit de 25 acteurs de la société civile et des médias en vue de les familiariser à l'ABDH et de promouvoir cette approche afin de sa prise en compte dans l'élaboration et le suivi des politiques et programmes. L'approche basée sur les droits de l'homme (ABDH) est un cadre conceptuel pour le processus de développement humain, qui se base au plan normatif, sur les normes internationales des droits de l'homme et qui est, en termes opérationnel, orienté vers la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle s'emploie à analyser les inégalités au cœur des problèmes de développement et à corriger les pratiques discriminatoires et les répartitions injustes du pouvoir qui entravent le processus de développement.



• Le présidium à l'ouverture des travaux



• Vue partielle des participants

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

41ème Journée mondiale de l'alimentation

Eliminer la faim à l'horizon 2030 au Togo

Initialement prévue le 16 octobre de chaque année, la Journée mondiale de l'alimentation (JMA) et la 25ème Opération Telefood, ont été célébré le 14 décembre dernier en différé au Togo. Cette 41ème édition de la JMA est axée sur le thème « Agir pour l'avenir, Améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie ».

● Eyram AKAKPO

La 41ème Journée mondiale de l'alimentation (JMA) célébré le mardi dernier au Togo vise à éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition à l'horizon 2030. Elle est également une invite à l'action, pour que chacun prenne des décisions qui soutiennent les producteurs. « Une action collective est nécessaire pour renforcer nos systèmes agroalimentaires et que l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement soit plus durable, résiliente et inclusive et offre des conditions de vie décentes et une protection sociale à ceux qui y sont impliqués » a indiqué le Secrétaire permanent du Comité national de la campagne mondiale de lutte pour l'alimentation Kpadenou Anani Kodjogan. Les partenaires techniques et financiers ont saisi l'occasion pour réitérer leur engagement à accompagner le gouvernement dans la mise en place des systèmes alimentaires durables qui favorisent une alimentation suffisante et saine comprenant des aliments variés, dans le respect de la planète. Les entreprises privées pourront également dérouler des actions s'inscrivant dans le cadre de leur responsabilité sociétale. « Cette Journée mondiale de l'alimentation nous invite également à devenir nous-mêmes des héros de l'alimentation, alors que nous commençons à redéfinir les modalités de production, de transformation, de stockage, de distribution et de consommation de nos aliments », a déclaré



Djiwa Oyetounde, Chargé du bureau de la FAO au Togo. « De concert avec la communauté internationale, le Togo s'est engagé, à mettre en œuvre l'agenda 2030 pour le développement durable. Cet agenda est placé au cœur des actions de développement du gouvernement afin d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim auxquelles font face les populations surtout les plus

vulnérables, qui se trouvent être également les plus affectées par la pandémie liée à la COVID-19 », a-t-il ajouté. Il faut souligner que le gouvernement s'est doté d'une feuille de route 2020-2025, qui veut faire du Togo, un pays « en paix, une Nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable ».



Identité visuelle

L'Agence nationale de la cybersécurité tient son logo

Dix mois après sa création, l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy) dispose officiellement de son identité visuelle. L'institution a dévoilé mercredi à Lomé son nouveau logo, retenu à l'issue du concours de création de logo lancé en septembre.

● Vivien ATAKPABEM

Le logotype, un cadenas bleu entouré d'arceaux de sécurité, a été proposé par Balakibawo Bassayi, qui empoche au passage une enveloppe de 1,5 million FCFA. Dotée désormais de son nouveau logo, l'agence en cours d'opérationnalisation pourra finaliser "son site internet, communiquer et mener ses actions de sensibilisation sur les enjeux de la cybersécurité pour l'ensemble des citoyens togolais", explique son patron, le Commandant Gwaliba Gbota. L'ANCy, placée sous l'autorité du Premier ministre et la tutelle technique et administrative des ministères de la sécurité et de l'économie numérique, participe à la sécurité nationale intérieure, en apportant son concours au gouvernement sur les questions de cybersécurité. Pour rappel, le concours de création de logo a été lancé en septembre 2021 et était ouverte jusqu'au 13 septembre à tous les citoyens togolais de plus de 18 ans, avec pour objectif de doter l'institution d'une identité visuelle, conforme à sa dénomination et à sa vision. Le concours est primé, à raison



d'une enveloppe de 1,5 million FCFA pour le gagnant, et deux autres de 500 000 et 300 000 FCFA respectivement pour le 2ème et 3ème. Toutes les conditions de participation, ainsi que les consignes de création et de soumission sont prévues dans un règlement disponible sur le site de l'Agence. C'était en février 2019 que le gouvernement a adopté un décret créant l'Agence nationale de la cyber-sécurité (Ancy). La création de cet organe s'inscrit dans un processus entamé le 12 octobre 2018 avec l'adoption d'un projet de loi par le gouvernement et voté au parlement le 06 décembre. Cette loi visait à garantir la cyber-sécurité avec, comme corollaire, la répression de la cybercriminalité. En effet, comme l'indique le Conseil,

« la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement des TIC entreprise par le Gouvernement, doit être accompagnée d'une réforme du cadre juridique et surtout institutionnel en vue d'assurer un renforcement de la sécurité et de la confiance dans le domaine du numérique ». L'Ancy ainsi créée, agira en tant que principale « autorité en matière de sécurité et de défense des systèmes d'information au niveau national ». Avant la création de l'Ancy, le Togo a pris plusieurs initiatives dans sa démarche de répondre à la problématique de la souveraineté numérique, avec notamment la construction d'un Data Center Carrier Hotel, destiné à devenir un site d'hébergement sécurisé des données des entreprises.

WACA ResIP

Le Togo et le Bénin investissent 63 millions € pour la protection de leur littoral commun

Le Togo et le Bénin ont engagé le Néerlandais BOSKALIS INTERNATIONAL BV, pour assurer des travaux de protection de leur côte transfrontalière, avec à la clé, des accords à environ 63 millions d'euros (près de 42 milliards FCFA).

Signé la semaine dernière (lundi 06 décembre), ce contrat vise à "lutter contre l'érosion qui atteint 12 à 30 m par an aux points critiques, la dégradation des écosystèmes et les inondations récurrentes afin de renforcer la résilience des populations ouest-africaines et transformer leurs moyens de subsistance", indiquent les sources officielles. BOSKALIS INTERNATIONAL BV va officiellement assurer les travaux de protection du segment de la côte transfrontalière Agbodrafo au Togo (situé à une trentaine de km à l'est de Lomé) jusqu'à Grand-Popo et de la bouche du Roy au Bénin. En tout, le montant des travaux s'élève à environ 41,6 milliards FCFA, et un montant de 1.38 milliards FCFA est mis à disposition du groupement d'études du bureau de contrôle INROS-LACKNER pour en assurer la surveillance, apprend-on. Notons que le Bénin et le Togo rassemblent à eux deux, une bande littorale de 180 km dont 55 km du côté togolais. Pour rappel, la réalisation de ces travaux intervient dans

le cadre de la mise en œuvre du volet régional du Projet d'Investissements, de Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP), appuyé par le Groupe de la Banque mondiale. Ce programme est financé dans son ensemble à hauteur de 210 millions \$ depuis 2018, pour renforcer la résilience des communautés côtières (au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, à Sao Tomé-et-Principe, au Sénégal et au Togo).

Avec Togo First

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



25 ANS D'ÉVOLUTION

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CÉLÉBRATION DES 25 ANS DES STRUCTURES CENTRALES DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL DE L'UEMOA

BRVM ET DC/BR, 25 ANS DE PROGRÈS ET D'ÉVOLUTION

Abidjan, lundi 13 décembre 2021 – Les Structures centrales du Marché Financier Régional de l'UEMOA, la Bourse régionale des Valeurs mobilières (BRVM) et le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR), célèbrent les 25 années de leur création ce **samedi 18 décembre 2021** à Cotonou (Bénin), leur ville de création.

Après 25 ans d'existence, la BRVM et le DC/BR sont à la fois un succès économique, politique, institutionnel et technique. En 25 ans, ils ont franchi plusieurs caps opérationnels majeurs notamment le démarrage de la Cotation Electronique Décentralisée (1999), le passage à la Cotation Quotidienne (2001) ; le passage des délais de Règlement/Livraison de T+5 à T+3 (2007) ; le passage de la Cotation au Fixing à la Cotation en Continu (2013) et désormais à la Bourse en ligne (2020).

Aujourd'hui, la BRVM est intégrée aux indices MSCI et S&P Dow Jones et dispose d'un indice (Standalone) dédié au Marché Financier Régional créé par la société de services financiers Morgan Stanley Capital International (MSCI). La BRVM a intégré le 27 mai 2021, le World Federation of Exchanges (WFE) en qualité de membre à part entière.

Par ailleurs, depuis 2017, la BRVM a ouvert sa cote aux Petites et Moyennes Entreprises et aux entreprises à fort potentiel de croissance par la création de son Troisième Compartiment qui leur est dédié avec la mise en place du Programme Elite BRVM Lounge. Forts de 46 sociétés cotées et 95 lignes obligataires, la BRVM et le DC/BR contribuent à l'amélioration du financement à long terme des économies des pays de l'UEMOA.

Afin de marquer cet anniversaire, deux panels se tiendront à Cotonou au Bénin, le **samedi 18 décembre 2021** :

- **UN PANEL PRÉSIDENTIEL** avec Son Excellence Monsieur Patrice TALON, Président de la République du Bénin, qui donnera sa vision sur « Les défis du financement des économies africaines ».
- **UN PANEL DE HAUT NIVEAU** avec Messieurs Sani YAYA, Président du Conseil des Ministres de l'UEMOA ; Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat, ministre l'Economie et des Finances du Bénin ; Abdoulaye DIOP, Président de la Commission de l'UEMOA ; Serge EKUE, Président de la BOAD ; Badanam PATOKI, Président du CREPMF et Parfait KOUASSI, Président des Conseils d'Administration de la BRVM et du DC/BR. Ce panel portera sur le thème : « Bilan de l'évolution du Marché Financier Régional de l'UEMOA et attentes pour un meilleur financement à long terme des économies de l'Union ».

À PROPOS DE LA BRVM

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est une bourse électronique parfaitement intégrée commune à 8 pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Outre les titres de participations (actions), la BRVM propose l'émission et la négociation des titres de créance (obligations). La BRVM offre aux investisseurs un environnement boursier de classe mondiale avec des systèmes de cotation et de règlement des transactions à la fine pointe de la technologie. La BRVM est membre de l'African Securities Exchanges Association (ASEA). Elle est désormais classée dans la catégorie des marchés frontières.

À PROPOS DU DC/BR

Le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) est le Dépositaire Central des titres sur le Marché Financier Régional de l'UEMOA. Il assure la centralisation de la conservation des valeurs mobilières pour ses adhérents, la bonne fin des opérations de règlement/livraison à la suite des opérations en bourse ainsi que le paiement des événements sur valeur. En tant que membre à part entière de l'Association of National Numbering Agency (ANNA), il assure la codification des valeurs mobilières dans l'UEMOA.



CONTACTS PRESSE :

BRVM : Baleir Pacome Kouassi = bpkouassi@brvm.org | **Ladili Consulting** : Myriam Toguyeni = myt@ladili-consulting.com

Trade Finance

Proparco et Coris Bank International signent une convention

La Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique (PRO-PARCO SA), filiale de l'Agence française de développement (AFD), a signé ce jeudi 16 décembre 2021, une convention de Trade Finance de 30 millions d'euros avec Coris Bank International SA.

● Eyram AKAKPO

La signature de garantie est intervenue en présence de Diakarya Ouattara, directeur général de Coris Bank International SA et de ses collaborateurs en compagnie de l'équipe de PROPARCO SA, conduite par Sebastien Fleury, Directeur des investissements en environnement complexe. Cette ligne de crédit de 2 ans d'une valeur de 30 000 000 d'Euros soit 19 milliards 719 millions FCFA vise à soutenir l'importation de produits de première nécessité dans le but d'accompagner les entreprises locales favorisant du même coup l'accès aux denrées agricoles, au matériel médical ou encore à l'énergie. « Cette ligne de Trade finance vient renforcer la capacité d'accompagnement de la Banque, améliorant du même coup l'accès des entre-



prises local au financement et leurs compétitivités dans le commerce international », a indiqué Diakarya Ouattara directeur général de CBI SA. Ce partenariat qui permettra à Coris Bank International SA de résoudre des difficultés liées à la limitation d'émission des lettres de crédit et faciliter l'accessibilité sur certains marchés. Coris Bank International dont le siège social se trouve à Ouagadougou au Burkina Faso exerce depuis 2008 à travers son ré-

seau d'agences qui fait d'elle la principale banque du pays. Née d'une ancienne institution financière non bancaire, elle soutient aujourd'hui des projets de développement économique dans un certain nombre de domaines, dont ceux de la construction, de l'agriculture et du commerce. Fidèle à ses origines, Coris Bank International conserve un fort sentiment de loyauté envers sa clientèle du fait de sa proximité avec les entrepreneurs locaux.

Gouvernance

Le Président Nana Akufo-Addo appelle à un nouveau partenariat UE-Afrique

A l'invitation du Président du Parlement européen, M. David Sassoli, le Président de la République du Ghana, S.E. Nana Akufo-Addo, était à Strasbourg. Il y a prononcé un discours devant les députés européens.

Alors que le prochain sommet UE-UA se tiendra à Bruxelles en février, le Président du Ghana a appelé à un nouveau partenariat entre l'Afrique et l'Europe en passant d'une relation donateur-bénéficiaire à une relation d'égal à égal. Il a également insisté sur la responsabilité de l'Afrique dans cette relation. « Nous devons être autonomes, nous débarrasser de l'image de mendiants vivant de la charité, de l'aide et de l'assistanat, et faire un usage plus intelligent de nos abondantes ressources naturelles, afin de nous sortir de la pauvreté et d'accéder à la prospérité », a déclaré le président du Ghana. Au sujet de la pandémie de Covid-19, le président Akufo-Addo a rappelé que moins de dix pour cent de la population africaine a été vaccinée. Tout en étant reconnaissant pour les dons de vaccins effectués par des initiatives telles que COVAX, il a fait remarquer que « la politique peu recommandable du nationalisme en matière de vaccins pourrait potentiellement limiter l'accès à ces vaccins et saper les efforts visant à contenir la pandémie ». Il a déclaré qu'il croyait fermement à l'affirmation selon laquelle « personne n'est en sécurité tant que tout le monde



ne l'est pas » et que chacun devait contribuer à rendre les vaccins disponibles dans toutes les régions du monde en encourageant les citoyens à se faire vacciner afin de gagner plus rapidement la lutte contre le COVID. Le Président a ajouté que le Ghana avait décidé de mettre en place un Institut National du Vaccin, qui supervisera la production nationale de vaccins, notamment ceux de la lutte contre le COVID-19, en lien avec le secteur privé. Le président Akufo-Addo a souligné l'importance de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), appelant l'Union européenne à la soutenir, affirmant qu'elle offrirait également d'énormes opportunités aux entreprises européennes. « Une Afrique bien développée et prospère serait une bonne chose, non seulement pour nous en Afrique, mais aussi pour l'Europe », a déclaré le président

du Ghana. Il a ensuite exprimé son souhait que l'Union européenne augmente ses ressources financières pour soutenir l'économie africaine plutôt que d'investir de l'argent pour empêcher les migrants africains de venir sur le continent européen. Le Ghana devrait être retiré de la liste de l'Union européenne des pays tiers présentant des carences dans les régimes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Toutefois, le Président a rappelé au Parlement européen que les procédures officielles de retrait du Ghana de la liste n'étaient pas encore achevées et que cela nécessitait un acte délégué proposé par la Commission européenne au Parlement européen pour approbation. Il a demandé aux députés européens de « veiller à ce que le processus formel de retrait du Ghana de la "liste grise" soit achevé dès que possible ». Enfin, il a souligné l'importance du sommet UE-UA de février qui devra aborder des questions concrètes et la construction de partenariats stratégiques axés sur la croissance et la transformation de l'Afrique.

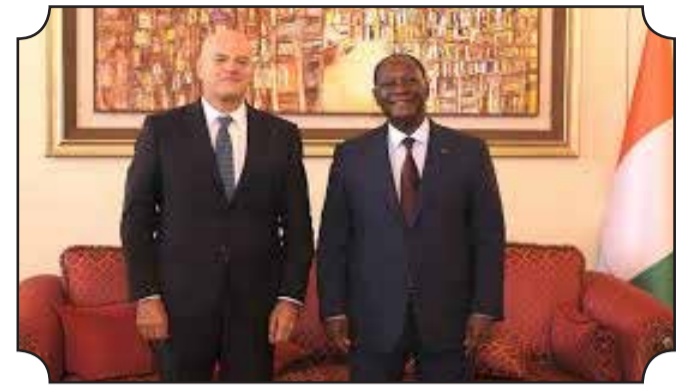
Avec agencecofin.com

Hydrocarbure zéro carbone

La Côte d'Ivoire ambitionne de lancer le premier gisement

La Côte d'Ivoire vient d'annoncer, avec le pétrolier italien ENI, le début de l'exploitation du gisement Baleine. La production commencera en 2023. Les deux parties ont annoncé vouloir créer les conditions d'une exploitation zéro carbone.

Le président Ouattara a annoncé le vendredi 10 Décembre que la Côte d'Ivoire allait rentrer dans le club des « grands producteurs de pétrole ». Le gisement Baleine est effectivement un gisement très important : de l'ordre 1,5 à 2 milliards de barils et autour de 2 000 milliards de mètre cube de gaz. Le gouvernement ivoirien devrait donner définitivement son feu vert pour l'exploitation exclusive du gisement au géant pétrolier Eni le 15 décembre prochain. Le PDG du groupe a annoncé que la production pourrait commencer dès 2023. C'est un changement d'échelle de grande ampleur pour un pays qui ne produisait jusque-là que 30 000 barils par jour. Les deux protocoles d'accord entre les deux parties instituent une collaboration de grande envergure pour la préservation du climat : Baleine sera le 1er gisement zéro émission d'Afrique. Sur le volet de la RSE, ENI s'engage, à travers son établissement de formation ECU (Eni Corporate University), à soutenir la valorisation et la formation du potentiel humain ivoirien (ingénieurs, cadres, techniciens, etc), notamment la jeunesse.



rels, telles que les forêts ou les mangroves, voire leur accroissement. Ce projet se traduira donc par un effort visant à limiter la déforestation et l'optimisation des activités d'agroforesterie. D'autres projets sont également envisagés, telle que l'amélioration de la collecte et de la mise en valeur des déchets agricoles et agro-industriels. Par exemple, les déchets liés à la culture ou la transformation du cacao, ou les huiles de cuisson usagées seront réutilisés comme matière première dans des bioraffineries. Celles-ci produiront biogaz et biocarburant. Les accords prévoient également la possibilité de développer des projets liés aux énergies renouvelables. Outre l'utilisation de la biomasse, est envisagé le développement de l'énergie photovoltaïque et l'hybridation solaire d'installations industrielles.

Boigny (INPHB), Eni Corporate University, (ECU) et Eni Côte d'Ivoire Limited (Eni). La coopération prévoit le déploiement de projets d'éducation et de matériel de formation à l'INPHB. Ils devront participer à la transmission, ou la rénovation, des savoir-faire de la filière pétrole ivoirienne (ouvriers qualifiés, techniciens, techniciens supérieurs et ingénieurs), ainsi que les métiers connexes. Enfin, l'ECU ouvrira son réseau universitaire et scolaire international. Ce qui créera de nouvelles opportunités d'alternance études/travail et permettra la mise à disposition de bourses dans le domaine du pétrole et des énergies. Après les récents accords bilatéraux avec l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire frappe encore un gros coup. Avec une nouvelle collaboration gagnant-gagnant, le gouvernement parvient à cocher ses trois objectifs qui forment le creuset de sa stratégie de développement : mettre en valeur rationnellement les ressources naturelles, améliorer les savoir-faires techniques et diversifier l'économie.

Avec financialafrik.com

Gisement zéro carbone

La stratégie adoptée consiste à la mise en place d'un système de compensation des émissions dues à l'exploitation du gisement. Ce système passera par la préservation des puits de carbone natu-

Forger les savoir-faire

Dans l'optique de développer le capital humain de la Côte d'Ivoire, la collaboration avec ENI s'assortit d'une collaboration entre l'Institut National Polytechnique Felix Houphouët

Côte d'Ivoire

Banque Atlantique ouvre sa première agence dédiée à la gestion des patrimoines

Les clients de Banque Atlantique Côte d'Ivoire détenteurs d'actifs et de patrimoines ont désormais une agence exclusivement dédiée à leurs accompagnements.

Banque Atlantique Côte d'Ivoire, filiale du Groupe BCP a présenté sa nouvelle offre exclusivement dédiée à sa clientèle VIP détentrice d'actifs et de patrimoines. Cette agence patrimoniale, la première du genre, située dans le quartier chic de Cocody-Danga dans le District d'Abidjan a été officiellement présentée à la presse ce mardi 14 décembre. A travers cette agence patrimoniale inaugurée le 2 novembre dernier, Banque Atlantique lance donc une offre de banque privée dédiée visant à apporter



ter à sa clientèle patrimoniale un éventail de prestations haut de gamme associées à un traitement personnalisé de leurs demandes. « Banque Atlantique tient compte des exigences et des attentes spécifiques de sa clientèle Banque Privée. L'ouverture d'une agence qui leur est dédiée nous permettra de leur

apporter la meilleure expertise en matière de services et de gestion de patrimoine. Notre banque consolide, par la même occasion, son dispositif déjà en place pour servir cette catégorie de clientèle, à travers un programme premium, "ATLANTIQUE PRIORITY", qui offre un traitement personnalisé en termes d'accueil dans l'ensemble de nos agences », a déclaré Mme Christelle Diop, directrice de la Banque de Détail au sein de Banque Atlantique.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	148,37
Variation Jour	↑ 0,43 %
Variation annuelle	↑ 13,36 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

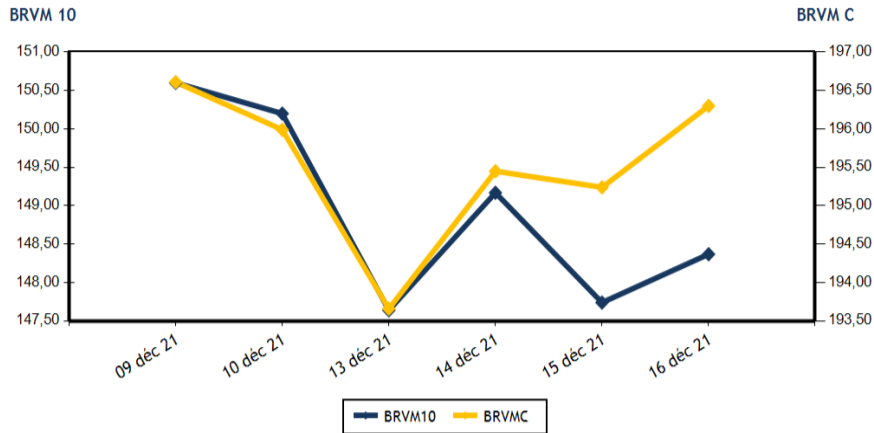
N° 241

jeudi 16 décembre 2021

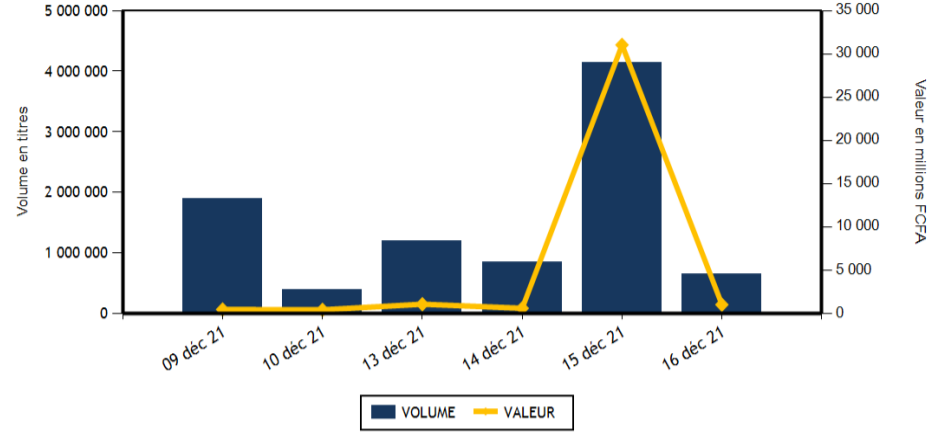
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	196,30
Variation Jour	↑ 0,54 %
Variation annuelle	↑ 35,03 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 905 405 153 596	0,54 %
Volume échangé (Actions & Droits)	641 163	-44,30 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	959 807 493	212,64 %
Nombre de titres transigés	44	4,76 %
Nombre de titres en hausse	16	0,00 %
Nombre de titres en baisse	12	-7,69 %
Nombre de titres inchangés	16	23,08 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 081 293 601 295	-0,01 %
Volume échangé	6 113	-99,80 %
Valeur transigée (FCFA)	60 167 300	-99,80 %
Nombre de titres transigés	10	-28,57 %
Nombre de titres en hausse	2	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	6	-25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	5 115	7,46 %	315,85 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 695	7,45 %	54,97 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	885	7,27 %	47,50 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	11 000	5,72 %	35,89 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	670	5,51 %	235,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	6 600	-2,94 %	114,29 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 520	-1,94 %	35,11 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 900	-1,80 %	25,80 %
SAPH CI (SPHC)	5 200	-1,70 %	271,43 %
PALM CI (PALC)	6 595	-1,57 %	193,11 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	104,75	-0,14 %	188,97 %	5 626	12 908 585	21,69
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	436,14	0,21 %	6,25 %	40 894	539 643 190	7,74
BRVM - FINANCES	15	73,83	1,16 %	23,07 %	552 103	298 000 068	14,19
BRVM - TRANSPORT	2	592,29	-0,20 %	56,40 %	1 074	2 527 735	9,89
BRVM - AGRICULTURE	5	239,63	-0,98 %	176,90 %	12 049	48 147 435	14,95
BRVM - DISTRIBUTION	7	426,33	0,88 %	88,28 %	29 407	58 573 280	26,88
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	888,40	2,13 %	157,14 %	10	7 200	4,17
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,97	
Taux de rendement moyen du marché	6,14	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,81	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	503 350,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 898 600 073,71	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,31	
Ratio moyen de satisfaction	77,71	
Ratio moyen de tendance	1 801,68	
Ratio moyen de couverture	5,55	
Taux de rotation moyen du marché	0,06	
Prime de risque du marché	1,26	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

Record en 2020

La dette mondiale atteint 226'000 milliards de dollars

La pandémie a contribué à creuser la dette mondiale l'année passée, qui s'est envolée de 28% sur un an, selon le Fonds monétaire international.

La dette mondiale a atteint l'an passé le niveau record de 226'000 milliards de dollars, soit 256% du produit intérieur brut (PIB) mondial, sous l'effet de la crise provoquée par la pandémie, a annoncé mercredi le Fonds monétaire international (FMI). Cela représente une hausse de 28%, la plus forte depuis la Seconde Guerre mondiale. «Les emprunts des gouvernements ont représenté un peu plus de la moitié de cette hausse» se hissant aussi à un record (99% du PIB mondial) tandis que «la dette privée des sociétés non financières et des ménages a également atteint de nouveaux sommets», ont détaillé des responsables des affaires budgétaires du FMI dans un article de blog. La seule dette des gouvernements représente désormais près de 40% la dette mondiale totale, «soit la part la plus élevée depuis le milieu des années 1960», ont-ils précisé.

Nécessaire action des gouvernements

L'accumulation de dette publique est la conséquence

Tourisme

Airbnb a versé 96 millions de taxes de séjour en France

En 2021, la plateforme touristique a annoncé le montant des taxes de séjour qu'elle a reversées aux communes françaises. Des sommes en hausse par rapport à 2019.

La plateforme de locations touristiques Airbnb aura reversé 93 millions d'euros (quelque 96,81 millions de francs) de taxe de séjour aux communes françaises en 2021, contre 58 millions en 2019, a-t-elle annoncé lundi. L'entreprise n'a pas divulgué ce montant pour l'année 2020, où ses revenus ont dégringolé du fait de la crise sanitaire. Les plus gros montants de taxe de séjour ont été collectés à Paris (9,4 millions d'euros), Marseille (1,9 million), Nice (1,2 million) et Cannes (1 million), selon un communiqué. Sur quelque 29'000 communes ayant perçu la taxe sur les locations via Airbnb, celles ayant moins de 3500 habitants se sont partagé 27 millions d'euros, soit 29% du total. Ces données concernent la période allant du 1er novembre 2021, précise la plateforme qui réalise en France son plus gros chiffre d'affaires au monde après les États-Unis. Interrogée par l'AFP, elle a invoqué son statut de société cotée en Bourse pour ne plus publier le nombre de loge-



• Le Fonds monétaire international (FMI) a tiré le bilan de l'année 2020 sur les finances de la planète.

REUTERS

directe de deux crises économiques majeures, la crise financière mondiale de 2008, puis la pandémie de Covid-19. En 2020, «la forte augmentation de la dette était justifiée par la nécessité de protéger la vie des personnes, de préserver les emplois et d'éviter une vague de faillites», soulignent-ils. «Si les gouvernements n'avaient pas agi, les conséquences sociales et économiques auraient été dévastatrices.»

Vulnérables aux taux d'intérêt

Mais, ils observent égale-

ment que ce niveau de dette amplifie les vulnérabilités, d'autant plus que les conditions de financement seront, à l'avenir, moins favorables avec des hausses de taux d'intérêt attendues dans un contexte de forte inflation. «Les niveaux élevés d'endettement limitent, dans la plupart des cas, la capacité des gouvernements à soutenir la reprise et la capacité du secteur privé à investir dans le moyen terme», rappellent-ils enfin.

(AFP)



ments proposés dans l'Hexagone, ni préciser ce que les locations ont rapporté aux hôtes.

«Décision inique»

Tenue, comme toutes les plateformes depuis 2019, de transmettre aux communes des données sur ces séjours (nombre de voyageurs, durées et montants des réservations, prix de la nuitée, adresses des biens loués...) Airbnb fournira en décembre les données de mai à octobre 2021. Les collectivités fixent le niveau de la taxe de séjour, entre 1% et 5% du prix de l'hébergement hors taxe à la nuitée par personne, et un certain nombre d'entre elles l'ont relevé cette année. Elles peuvent percevoir jusqu'à 4,10 euros la nuitée, soit le tarif des palaces, sur

(AFP)

Pandémie

Omicron force la reine à annuler son grand repas de Noël

Elizabeth II se voit contrainte de renoncer à son dîner de mardi avec une cinquantaine de personnes. Elle passera les Fêtes avec sa famille proche.

La reine Elizabeth II a décidé d'annuler le traditionnel repas qu'elle organise avec sa famille élargie avant Noël en raison de la flambée des contaminations au variant Omicron du coronavirus. La souveraine de 95 ans, dont les apparitions sont rares depuis sa brève hospitalisation en octobre, comptait réunir une cinquantaine de personnes mardi midi au château de Windsor, désormais sa résidence principale, à l'ouest de Londres. Elle doit ensuite aller à Sandringham, dans l'est de l'Angleterre, et nombreux sont ceux qui ne peuvent la suivre dans sa retraite de campagne où elle fêtera Noël avec sa famille rapprochée. Outre ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, les invités de ce traditionnel repas à Windsor comprennent généralement les cousins de la reine: le duc de Gloucester, le duc de Kent et le prince Michael de Kent. Selon une source au palais de Buckingham citée par la BBC, la reine a décidé d'annuler par précaution l'événement, en raison de la situation sanitaire alors que les cas de Covid-19 s'envolent à des niveaux records au Royaume-Uni. L'annuler cette année était «la bonne chose à faire pour toutes les personnes concernées», a déclaré cette source. Cela



• À Noël, la reine Elizabeth II a l'habitude d'enregistrer un message et de donner un repas de Noël à Windsor pour sa famille élargie. Mais c'est la deuxième fois de suite qu'elle doit renoncer au repas. AFP

aurait mis en danger les préparatifs de Noël de trop de personnes « Même les gens qui vivent dans des châteaux ne veulent pas passer Noël dans l'isolement ».

Le premier sans Philip

Le «Sun» rapportait mercredi que la reine espérait maintenir ce repas auquel elle tient beaucoup, annulé l'an dernier déjà en raison de la pandémie et qui aurait été son premier depuis la mort de son époux Philip en avril. De nombreux Britanniques ont décidé ces derniers jours d'annuler dîners au restaurant, spectacles ou fêtes de Noël au travail pour éviter de mettre en danger leurs proches ou de devoir annuler leurs projets de

Noël, comme l'an dernier en raison alors de l'émergence du variant Alpha. L'état de santé de la souveraine, qui règne depuis près de 70 ans, inquiète depuis qu'elle a été mise au repos par ses médecins le 20 octobre et a passé une nuit à l'hôpital pour des examens « préliminaires » dont la nature n'a jamais été précisée. Elle a depuis considérablement réduit ses activités et notamment annulé sa présence à la conférence sur le climat COP26 en Écosse. Elle tient la plupart de ses audiences par visioconférence mais aussi quelques-unes en personne comme mercredi avec le sultan d'Oman, qu'elle a reçu sans masque à Windsor.

Avec lematin.ch

Coûts

Les catastrophes naturelles sont estimées à 250 milliards

Mardi, le réassureur Swiss Re a dévoilé les estimations du coût des catastrophes naturelles de cette année. Une hausse de 24% a été constatée par rapport à 2020.

Les coûts des catastrophes naturelles en 2021 se sont montés à quelque 250 milliards de dollars (quelque 230 milliards de francs), selon une première estimation publiée mardi par le réassureur Swiss Re, en hausse de 24% par rapport à 2020. La facture pour les assureurs est, elle, évaluée à 105 milliards de dollars, en hausse de 17% par rapport à l'année précédente, indique le réassureur suisse dans un communiqué, ce qui en fait la quatrième année la plus coûteuse pour les compagnies d'assurances depuis 1970, pour couvrir les frais engendrés par des catastrophes naturelles, précise-t-il.

Augmentation annuelle



• D'importantes inondations ont frappé l'Allemagne, cette année. Reuters

«En 2021, les pertes assurées engendrées par les désastres naturels ont à nouveau excédé la précédente moyenne sur dix ans», a constaté le groupe, qui fait office d'assureur pour les assureurs, soulignant que la tendance va dans le sens d'une augmentation de 5 à 6% par an des pertes pour les assureurs au cours

des dernières décennies. La catastrophe naturelle la plus coûteuse pour les assureurs cette année a été la tempête Ida, qui avait notamment entraîné des inondations à New York, pour laquelle la facture pour les assureurs est estimée aux alentours de 30 à 32 milliards de dollars.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Africa Investment Forum 2021	1-3 décembre 2021	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/africa-investment-forum-2021-accelerating-transformative-investments-africa-45978
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	Email: akara@un.org , Tél. (237) 222 50 43 48
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts d'Afrique Centrale	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	akara@un.org Tél. (237) 222 50 43 48
Atelier de clôture de WISER panafricain	9 - 10 Décembre 2021	Nairobi, Kenya	Néant
Réunion du Comité du développement du secteur privé, de l'intégration régionale, du commerce, de l'infrastructure, de l'industrie et de la technologie	9 - 10 Décembre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/d%C3%A9veloppement-du-secteur-priv%C3%A9-et-des-finances%2C-int%C3%A9gration-r%C3%A9gionale-et-commerce%2C
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr/huiti%C3%A8me-session-du-forum-r%C3%A9gional-africain-sur-le-d%C3%A9veloppement-durable/%C3%A0-propos-du-fradd-2022
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr
9ème édition du Sommet Africités	17 au 21 mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr

HOROSCOPE finance

Bélier Il serait vain de compter sur une rentrée d'argent inattendue aujourd'hui. Mais cela ne vous empêchera pas de penser à consommer malin sans mettre à mal votre porte-monnaie. Plus que jamais il sera nécessaire de mettre du savoir-faire et de la vigilance dans sa consommation.

Taureau Vos difficultés financières actuelles ne sont pas fortuites. Elles sont là parce que vous les avez cherchées en déliant trop facilement les cordons de votre bourse. Désormais, soyez plus prudent dans vos dépenses.

Gémeaux Vous aurez les pieds sur terre et saurez, mieux que d'autres, de quel côté beurrer votre tartine. Cet aspect de Neptune affirmera votre sens des affaires, et bon nombre d'entre vous s'attacheront sérieusement à remplir leur bas de laine. Ce sera le moment de jouer en bourse : votre flair, secondé par un bon esprit de décision, vous promet des opérations juteuses.

Cancer Journée calme côté argent. Tous ceux d'entre vous qui ont du mal dernièrement à équilibrer leurs comptes pourront cette fois gérer leur budget avec plus de facilité. Moins confus et mieux organisé, vous saurez enfin éviter de mettre la pagaille dans vos comptes.

Lion Les changements que vous êtes en train d'opérer auront de bonnes répercussions sur votre situation financière. Et les nouvelles perspectives qui s'offriront à vous devraient se révéler bien plus intéressantes encore sur le plan pécuniaire.

Vierge L'accent sera mis sur les questions d'argent. Vous aurez plus de chance dans ce domaine que d'habitude. Restez quand même prudent. Sachez exactement jusqu'où vous pouvez aller en demandant conseil à des experts.

Balance Pluton ne formant aucune combinaison astrale avec les autres planètes, vous devriez pouvoir gérer votre budget sans histoire. A l'abri des coups durs, vous ne pourrez pas non plus compter sur la chance pour mettre du beurre dans les épinards !

Scorpion Aucun impact planétaire vraiment significatif n'affectera le secteur argent. Seul Mercure vous aidera à y voir clair et à réorganiser intelligemment votre budget ou vos placements. Cette journée sera également favorable à des transactions financières avec vos enfants, s'ils sont adultes. Tout le monde y trouvera son compte.

Sagittaire Cet aspect de Mars laisse présager des dépenses assez ruineuses du côté de votre conjoint ou de vos associés. Ce ne sera pas le moment de mettre votre couple ou votre société sur la paille ! Si vous décidez d'emprunter de l'argent à votre banquier, relisez bien votre contrat. Gardez-vous d'investir sur les conseils de gens trop farfelus.

Capricorne Sur le plan financier, des conflits sont possibles en ce qui concerne un investissement au sein d'une association. Organisez-vous pour ne pas avoir à supporter un procès qui risquerait de vous coûter cher en argent et en tranquillité d'esprit.

Verseau Sous l'emprise de la planète Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Cependant, l'ambiance astrale générale vous confisquera toute chance pure. Prenez donc garde. Au lieu de risquer vos modestes économies aux jeux de hasard, vous feriez mieux de les déposer dans une caisse d'épargne ou de les investir autrement. Bien sûr, quelqu'un doit gagner gros dans ces jeux, mais il est certain cette fois-ci que ce ne sera pas vous.

Poissons Aujourd'hui, plus que jamais, jouez les fourmis plutôt que les cigales. Tirez parti des bons aspects planétaires et pensez à effectuer des placements sûrs, qui consolideront votre avenir matériel. Toutes les transactions immobilières seront favorisées, ainsi que les contrats de construction de maisons individuelles. Si vous rêvez depuis toujours d'une résidence secondaire, ce sera le moment de concrétiser ce rêve, même si vous devez envisager un emprunt important.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publicationKomlan KPATIDE
00228 90 05 05 08**Rédacteur en chef**Joël YANCLO
00228 97 78 79 07**Chef d'édition**

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000

Appel à Candidatures

Sélection d'un consultant individuel
COORDINATEUR DE PROJET POUR LA COMPOSANTE 1.2
(Intégration régionale des politiques, harmonisation réglementaire et coordination des
pays en matière de gestion de la santé animale)
DU PROJET RÉGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL II (PRAPS II).

Référence	ARA/ PRAPS II /2021/SCI/15
Date de publication	01 DEC 2021
Date limite de Dépôt	21 DEC 2021
Durée de la mission	12 mois
Nombre d'année d'expérience	10 ans d'expériences

I. Contexte et Justification

La région de la CEDEAO a connu des maladies animales endémiques, ainsi que des défis liés aux zoonoses émergentes et ré-émergentes qui ont des conséquences négatives sur la production animale de la région. Les pertes de revenus et le déclin des moyens de subsistance des pasteurs et des petits éleveurs dus aux maladies animales qui entraînent une faible productivité et la mort des animaux ne peuvent être sous-estimés. Les systèmes de production animale extensifs de la région de la CEDEAO, caractérisés par la transhumance et les mouvements transfrontaliers du bétail, ont des répercussions sur la transmission des maladies, d'où la nécessité d'adopter des approches régionales pour la prévention et le contrôle des maladies animales transfrontalières (MAF). Les maladies animales transfrontalières (MAE), notamment la PPCB, la PPR, la fièvre aphteuse, le charbon, et les zoonoses à vecteur comme la trypanosomiase, restent un défi dans la région de la CEDEAO et ont des conséquences sur la santé animale et humaine. La faible productivité, la morbidité et la mortalité élevées ont involontairement des implications sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la génération de revenus, l'amélioration des moyens de subsistance, la création d'emplois et la création de richesses.

Le secteur de l'élevage dans la région de la CEDEAO est d'une importance stratégique et d'une signification économique et sociale considérable pour une population jeune et croissante, et contribue à hauteur de 35% au produit intérieur brut (PIB) de l'agriculture. La contribution du bétail au PIB peut être augmentée si les maladies animales transfrontalières peuvent être prévenues et contrôlées, et si la contribution des animaux de travail est prise en compte. Le CAADP/ECOWAP reste le pivot du développement et de la croissance de l'agriculture dans la CEDEAO avec l'objectif général de contribuer durablement aux besoins alimentaires et nutritionnels des citoyens, et de soutenir le développement social et économique, ainsi que de réduire la pauvreté et les inégalités. Les chaînes de valeur agricoles prioritaires pour atteindre cet objectif comprennent le bétail, la viande et le lait.

La Banque mondiale contribue au soutien des États membres de la CEDEAO pour atteindre l'objectif du CAADP/ECOWAP à travers notamment le *Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS)*. La première phase du programme PRAPS (PRAPS I) a été mise en œuvre de 2015 à 2021. La deuxième phase du programme (PRAPS II) est entrée en vigueur en août 2021 au niveau régional sous la Coordination générale du CILSS, et se clôturera en décembre 2027. Le PRAPS (I et II) couvre six pays sahéliens dont le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal ainsi que la Mauritanie et le Tchad. Les actions du programme visent à renforcer la contribution du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, au développement socio-économique équitable et à l'intégration régionale dans l'espace CEDEAO par le dialogue, la gouvernance et la création des conditions d'une utilisation durable des ressources pastorales entre les États membres de la CEDEAO.

Le PRAPS II poursuivra et intensifiera les efforts entrepris pour améliorer les systèmes de santé animale, et ainsi protéger le cheptel et les populations humaines des impacts négatifs des maladies animales. Le PRAPS II soutiendra également l'engagement des pays à améliorer la qualité et le contrôle des médicaments vétérinaires ainsi que la lutte contre la résistance aux antimicrobiens (RAM) et les risques afférents, pour les animaux comme pour les humains. Au niveau régional la coordination de la composante 1 comprend une sous-composante 1.1 intitulée : *Assistance technique ciblée aux pays pour la mise en œuvre du programme* et une sous-composante 1.2 intitulée : *Intégration régionale des politiques, harmonisation réglementaire et coordination des pays en matière de gestion de la santé animale*. La mise en œuvre de cette sous-composante 1.2 sera assurée par le Centre Régional de Santé Animale (CRSA), Bamako-Mali. Le CRSA a été créé par un Acte additionnel (A/SA.20/02/12) par l'Autorité des Chefs d'Etats de la CEDEAO en tant que Centre Régional Spécialisé de Santé Animale de la CEDEAO.

La Commission de la CEDEAO cherche à recruter un coordinateur de projet qualifié et expérimenté pour couvrir la composante 1.2 régionale du PRAPS II.

II. Rôles/ Responsabilités

APERÇU DU RÔLE

Pour accomplir la mise en œuvre de la composante 1.2 régionale du programme PRAPS II, le coordinateur du projet assurera la supervision et la coordination de la mise en œuvre des activités de la composante 1.2 au Centre Régional de Santé Animale (CRSA) et leur coordination avec les activités du projet mises en œuvre par les autres partenaires, notamment l'Organisation Mondiale pour la Santé Animale (OIE), pour atteindre les résultats clés du programme PRAPS II. Le coordinateur sera positionné dans l'unité de gouvernance vétérinaire du CRSA.

RESPONSABILITÉS CLÉS

Sous la responsabilité du directeur exécutif du CRSA, la supervision directe du responsable de l'unité de gouvernance vétérinaire, en coordination avec le/la Coordonnateur (trice) Régional (e) du PRAPS II de l'Unité Régionale de Coordination du projet, basée au CILSS, et en étroite collaboration avec les partenaires du projet, notamment le Coordonnateur technique principal de l'OIE, le Coordonnateur du projet au CRSA devra assurer les tâches essentielles suivantes, en conformité avec les documents de base du Projet (notamment l'Accord Subsidaire entre le CILSS et la CEDEAO, le Manuel d'Exécution du Projet-MEP, et le COSTAB) :

- Dans le cadre du volet animation/coordination :
- Animation des réseaux régionaux et sous-régionaux, RESEPI et RESOLAB, et du Comité Vétérinaire Régional,
 - Coordination des campagnes de vaccination conjointes transfrontalières,
 - Préparation de Plans Nationaux Stratégiques d'éradication de la PPR, et de maîtrise de la PPCB dans la sous-région
- Amélioration de la communication et des échanges techniques entre les Services Vétérinaires des pays membres de la CEDEAO et de l'UEMOA ;
- Soutien aux actions d'intégration régionale en matière de réglementation en santé et bien-être animal, y compris les règles sanitaires relatives aux échanges entre les pays membres de la CEDEAO ;
 - Soutien à l'engagement stratégique sur la qualité des médicaments vétérinaires et la lutte contre l'antibiorésistance ;
 - Contribution au développement du capital humain et des compétences en matière de santé animale ;
 - Appui au géoréférencement des infrastructures et équipements de santé animale ;
 - Assumer toute autre responsabilité officielle qui lui est déléguée, en rapport avec les objectifs de cette mission.

Dans le cadre de la gouvernance du projet :

- Représenter le CRSA au comité régional et sous-comité technique régional du PRAPS-2 sur la santé animale ;
- Assurer l'interface entre l'URC et l'ARA (rattachage des activités fiduciaires relatives à la sous-composante 1.2) ;
- Servir de point focal pour l'URC, l'OIE et la Banque Mondiale sur les activités menées dans le cadre du projet.

Dans le cadre de la planification et du rapportage :

- Animer, coordonner, suivre et évaluer les activités prévues de la sous-composante
- Elaborer annuellement le projet d'activités et le budget de la sous-composante ;
- Elaborer des rapports périodiques d'avancement des activités de la sous-composante ;
- Participer au rapportage des indicateurs-clés de suivi-évaluation de la sous-composante ;
- Elaborer des éléments du plan de passation des marchés relatifs à la sous-composante en lien avec l'ARA ;
- Travailler en collaboration étroite avec l'équipe de l'OIE impliquée sur le PRAPS II pour coordonner la planification annuelle respective des activités de la composante régionale de santé animale, ainsi que les agendas du sous-comité technique régional sur la Santé animale ;
- Appuyer l'URC et le CILSS par des avis et des analyses de documents et correspondance qui nécessitent une prise de décision.

III. Qualifications et expériences

Le candidat recherché doit satisfaire aux critères ci-après :

- Diplôme de Docteur vétérinaire ;
- Disposant d'au moins 15 ans d'expérience dont au moins 8 à des niveaux de responsabilité élevée dans la préparation et/ou l'exécution de programmes de santé animale ;
- Une expérience réussie à un poste élevé (minimum Directeur, préférablement CVO) d'une autorité vétérinaire nationale dans la région est fortement souhaitée ;
- Capacités de synthèse, d'analyse et de conceptualisation ;
- Capacité avérée de fédérer et de coordonner des réseaux en lien avec la santé animale ;
- Disposant d'une excellente connaissance des politiques et stratégies internationales et régionales en santé animale ;
- Expérience avérée souhaitée en matière de mise en œuvre de projets d'élevage notamment de santé animale financés par des bailleurs de fonds multilatéraux (une expérience avec la Banque mondiale serait un avantage) ;
- Très bonne connaissance et maîtrise de l'outil informatique (notamment les logiciels Word, Excel, PowerPoint, etc.) ;
- Bonne condition physique avec aptitudes à effectuer des déplacements sur le terrain

Disposer d'une excellente capacité de communication orale et écrite en français ; une maîtrise de l'anglais serait un atout

IV. Compétences

Pensée analytique et critique

- Capacité à coordonner et à superviser les tâches d'une équipe en assurant la participation active des membres, en créant une atmosphère de respect et d'ouverture pour soutenir la contribution à la prise de décision en vue de l'accomplissement des tâches dans les délais ;
- Capacité à organiser et à diriger un groupe de travail interdivisionnel pour élaborer des solutions créatives aux problèmes ;
- Veiller au respect scrupuleux de la hiérarchie ;
- Être capable de s'appuyer sur le Code d'éthique pour gérer soi-même, les autres, les informations et les ressources ;
- Comprendre les diverses perspectives culturelles, en particulier celles des ressortissants d'Afrique de l'Ouest, et considérer les différences entre les groupes ;
- Être capable de défier les préjugés et de pratiquer la tolérance et l'empathie ;
- Connaître les règles et procédures de la CEDEAO concernant les responsabilités assignées et être capable de les expliquer clairement aux autres acteurs ;
- Avoir la capacité de transmettre des informations de manière claire et concise, succincte et organisée, à l'écrit comme à l'oral ;
- Capacité à faire preuve de créativité et de souplesse pour s'écarter des méthodes traditionnelles dans l'élaboration de nouvelles procédures, de nouveaux processus et de nouveaux outils, en utilisant la technologie pour simplifier les méthodes et les approches chaque fois que cela est possible ;
- Capacité à réévaluer les procédures actuelles et à proposer des améliorations pour garantir un processus efficace et rationalisé ;
- Capacité à rassembler et à résumer des informations afin de prévoir l'opinion des parties prenantes sur une nouvelle politique ou un nouveau programme, et excellentes compétences analytiques pour évaluer les politiques et les tendances externes lors de l'examen des options de politique ou de programme et de la formulation de recommandations ;
- Capacité à synthétiser des informations complexes recueillies auprès de diverses sources externes et internes et à les diffuser de manière logique ;
- Capacité à appliquer une méthodologie appropriée pour découvrir ou identifier les problèmes de politique et les préoccupations en matière de ressources.

Planification et mise en œuvre

- Connaissance des cycles de planification interne et capacité à contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques à l'échelle de la communauté ou de l'institution en déterminant le public cible, en établissant des coalitions avec la population appropriée et en surveillant les progrès.
- Capacité à prendre en compte les circonstances, les facteurs et les tendances externes lors de l'organisation des activités du projet afin de garantir les meilleurs résultats ;
- Capacité à examiner les résultats des processus, la correspondance, les rapports et les documents de politique pour élaborer des plans réalisables ;
- Capacité à organiser des réunions avec le personnel, les intervenants, les collègues et d'autres personnes pour déterminer les besoins de l'organisation en matière de programmes ou de projets, et à adapter les plans et les activités en conséquence ;
- Capacité à adapter les plans en fonction des commentaires du personnel et des parties prenantes et/ou capacité à concevoir et à mettre en œuvre des lignes directrices, des outils et des modèles pour s'adapter aux programmes et services nouveaux ou révisés.
- Connaissance de la méthodologie du cadre logique, de la gestion axée sur les résultats et de la méthodologie du cycle de projet.

V. Conditions de travail

- Le poste est à temps plein ;
- Il s'agit d'un poste contractuel à durée déterminée basé au CRSA de Bamako, Mali, mais le candidat sera amené à effectuer des déplacements dans la région. La durée du contrat est d'un (1) an soumis à une période probatoire de trois (3) mois. Le contrat pourra être renouvelé pour la durée du projet en fonction des performances et de la disponibilité des fonds
- Le Coordinateur du projet est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui serait assignée.

VI. Exigences linguistiques

- Français oral et écrit.
- La connaissance de l'anglais est considérée comme un atout important.

VII. Lieu, durée et début du contrat

Il s'agit d'un poste contractuel à durée déterminée au Centre Régional de Santé Animale (CRSA) de Bamako-MALI, mais le candidat devra effectuer des missions dans huit Etats membres de la CEDEAO où se situent les activités du projet. La durée du contrat est d'un (1) an soumis à une période probatoire de trois (3) mois. Le contrat pourrait être renouvelé pour la durée du projet en fonction des performances et de la disponibilité des fonds.

VIII. Dossier de candidatures requis du candidat

Elle sera constituée de :

- Une lettre de manifestation d'intérêt, incluant le temps de disponibilité ;
- Un CV récent détaillant l'expérience professionnelle et les missions similaires ;
- Trois références professionnelles (noms et prénoms, fonctions, contacts e-mail et téléphoniques) ;
- Copie du ou des diplômes le(s) plus élevé (s) ;
- Copies des certificats de travail ou de service énumérés dans le curriculum vitae.

NB : Tout dossier incomplet sera rejeté.

IX. Dépôt des candidatures

Les candidatures sont reçues au plus tard le **21 DEC 2021** à 17 h 00 mn GMT, par dépôt en mains propres ou par courrier électronique aux adresses suivantes :

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARA), 83, rue des Pâtures (Super Taco), 01 BP 4817 Lomé, Togo • Tél. +228 22 21 40 03 (sous pli fermé portant la mention « Sélection d'un consultant individuel, COORDINATEUR DE PROJET POUR LA COMPOSANTE 1.2 (SANTÉ ANIMALE) DU PROJET RÉGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL II (PRAPS II) »

Email : procurement.consultants@araa.org

En objet : « **SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL, COORDINATEUR DE PROJET POUR LA COMPOSANTE 1.2 (SANTÉ ANIMALE) DU PROJET RÉGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL II (PRAPS II)** ».

NB : Les dossiers de candidatures qui ne porteront pas en objet la mention « SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL, COORDINATEUR DE PROJET POUR LA COMPOSANTE 1.2 (SANTÉ ANIMALE) DU PROJET RÉGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL II (PRAPS II) » ne seront pas considérés.

X. Méthode de sélection

Le consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection basée sur la qualification telle que définie dans le Code des marchés publics de la CEDEAO.

Une séance d'interview sera organisée avec une liste de candidats présélectionnés et seules les candidatures présélectionnées seront contactées.

L'ARA se réserve le droit de ne pas donner suite à cet appel à candidatures.

Pour le Directeur Exécutif

YERIMA Borgui
Coordonnateur du projet PAE



CONFEJES

Louissette Renée Thobi veut donner une nouvelle orientation à l'institution

La nouvelle secrétaire générale de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays ayant le français en partage (CONFEJES), Louissette Renée Thobi, a été reçue en fin de semaine dernière par le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé.

● Eyram AKAKPO

Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur les orientations que la nouvelle secrétaire veut apporter à la CONFEJES. « Je sais que le gouvernement togolais a beaucoup œuvré pour que cela arrive. Il était important, 100 jours après ma prise de fonction de venir sur place échanger sur les orientations nouvelles que je souhaiterais apporter pour que les programmes de la CONFEJES soient plus attrayants, plus attractifs, plus impactant pour notre jeunesse de plus en plus nombreuse », a laissé entendre Louissette Renée Thobi, qui pense donner comme slogan à son mandat : Une CONFEJES pérenne pour un impact d'une structure d'échelle. « Cela passe par le développement du sport, le développement des problématiques numériques, du loisir, du sport de haut niveau, de la détection et de la sélection des talents. Les



deux projets phares que nous souhaitons améliorer pour plus d'impact ; il y a le projet de la double carrière des 10 – 14 et 10 – 12 ans, en vue des prochains jeux olympiques de la jeunesse à Dakar au Sénégal, de la réforme du programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, afin qu'on puisse accompagner des jeunes vers des activités qu'on peut industrialiser, car nous savons tous que l'industrie apporte plus d'emplois et impacte plus nos économies », a indiqué la nouvelle secrétaire générale de la CONFEJES.

Depuis sa création, la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays ayant le français en partage (CONFEJES), aide les États membres de la Francophonie dans leurs efforts de formation et de renforcement des capacités dans les domaines de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs. À cet égard, elle travaille en étroite collaboration avec les États membres et l'OIF pour évaluer leurs besoins et développer des formations spécialisées et adaptées à leurs cadres de niveaux moyen et supérieur ainsi qu'aux jeunes.

Mercato

La shopping-list de folie de la Juventus

Pour se refaire une petite beauté dès cet hiver, la Juventus a inscrit beaucoup de noms dans ses petits papiers.

Avec l'arrivée, ou plutôt le retour de Massimiliano Allegri sur son banc de touche, la Juventus pensait peut-être revenir sur le devant de la scène en Italie. Mais il n'en est rien pour le moment. Après dix-sept journées de Serie A, les Bianconeri pointent à la septième place, à douze points du leader interiste. La formation turinoise a plus de mal cette saison même si elle a réussi à se qualifier pour les huitièmes de finale de Ligue des Champions, où elle affrontera Villarreal. Mais du coup, pour pouvoir batailler en C1 et remonter en Championnat, la Juve va peut-être devoir chambouler son effectif cet hiver. Dans son édition du jour, La Gazzetta dello Sport consacre sa Une et plusieurs pages internes au futur marché des transferts de la

Vieille Dame, et on peut dire qu'il y a du beau monde dans les petits papiers des dirigeants. Bien évidemment, la Juventus va aussi devoir dégraisser mais le club du Piémont semble avoir tout prévu. Concernant la défense, Daniele Rugani pourrait être remplacé par Federico Gatti, très performant avec Frosinone en Serie B. Mais c'est un peu plus haut sur le terrain que l'équipe de Massimiliano Allegri pourrait faire de belles affaires.

Massimiliano Allegri aime deux joueurs de Ligue 1

Alors qu'Arthur et Aaron Ramsey pourraient aller voir ailleurs dans quelques semaines, la Juve pense à deux profils intéressants pour son

entrejeu : Nicolò Rovella (Genoa) et Denis Zakaria (Borussia Mönchengladbach). Le nom d'Aurélien Tchouaméni (AS Monaco) avait aussi été évoqué et c'est Tuttosport qui en parle sur sa Une ce jeudi... L'autre média italien rappelle d'ailleurs que l'ancien club de CR7 vise également Mauro Icardi, comme nous vous le révélions en exclusivité il y a peu puisque sa femme et agent Wanda Nara a déjà rencontré Andrea Agnelli. Mais ce n'est pas tout. De son côté, La Gazzetta dello Sport avance que les dirigeants turinois ont aussi d'autres joueurs dans leur viseur pour le secteur offensif. Anthony Martial (Manches

Avec footmercato.net

Avant-projet de loi portant code de l'urbanisme au Togo

Le rapport de cadrage en validation à Lomé

Le secrétariat permanent du Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain a organisé ce jeudi 16 décembre 2021 à Lomé, un atelier national de validation du rapport de cadrage de la mission d'élaboration de l'avant-projet de loi portant code de l'urbanisme et de la construction au Togo.

● Bernard AFAWOUBO

L'urbanisation est, de manière évidente, une tendance lourde car particulièrement structurante. Or, le fait urbain est reconnu aujourd'hui comme un phénomène irréversible à l'échelle mondiale puisque toutes les prévisions démographiques indiquent que plus de 50 % de la population du globe vivra dans les agglomérations urbaines d'ici 2030 et le Togo n'échappe pas à cette tendance lourde. Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 qui se décline pour le ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière en projets prioritaires dont la construction de 20 000 logements et à coûts abordables, il devient indispensable d'adopter des solutions plus adaptées aux préoccupations de l'heure dans le secteur de l'habitat et du développement urbain. Il est crucial d'établir un encadrement efficace de l'évolution physique des villes, de l'occupation et l'utilisation des sols et d'obtenir un aménagement et un développement harmonieux des ensembles urbains. D'où la nécessité pour le Togo de disposer d'un code de l'urbanisme et de la construction moderne et adapté aux réalités socio-économiques du pays. Au Togo, un premier rapport vient d'être élaboré sur la base d'une première série d'appréciations sur les enjeux et les défis de développement urbain du pays et surtout le cadre législatif du secteur de l'urbanisme et de l'aménagement au Togo. Ce premier rapport sert de cadrage à la mission du consultant. Pour analyser et valider le rapport de cadrage de la mission d'élaboration de l'avant-projet de loi portant code de l'urbanisme et de la construction au Togo, un atelier s'est tenu ce jeudi à Lomé. Les participants auront pour mission de collaborer avec le consultant pour que le Togo puisse



disposer à terme d'un texte législatif moderne. « Pour y parvenir, il nous faut entre autres, initier et conduire toutes les réflexions susceptibles de contribuer à la bonne marche du processus d'élaboration de l'avant-projet de loi ; organiser des campagnes d'informations et de communication sur le processus ; formuler des avis et recommandations sur les différents livrables et les valider ; suivre l'exécution des recommandations et propositions approuvées par les autorités compétentes ; centraliser les informations relatives aux textes législatifs et réglementaires pouvant aider la prise des meilleures décisions lors de l'exécution de la mission ; et émettre des avis sur l'avant-projet de loi proposé par le consultant » a déclaré Edoh Komla Théodore, Directeur de Cabinet du ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière. « Je conçois cette rencontre

comme un véritable cadre de partage d'expériences et de connaissances pratiques sur le processus d'élaboration de l'avant-projet de loi portant code de l'urbanisme et de la construction. C'est pourquoi, je vous exhorte à une participation active, à des contributions constructives et à faire preuve d'esprit d'ouverture » a-t-il indiqué. A en croire Thomas Tchassim Essozimna, secrétaire permanent du projet d'infrastructures et de développement urbain (PIDU), l'avant-projet de loi portant code de l'urbanisme et de la construction qui sera élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'infrastructures et de développement urbain, permettra d'analyser le paysage institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'habitat et du développement urbain au Togo. Il permettra également à terme de favoriser une meilleure maîtrise du développement des villes.



Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs

(% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

NOUVEAUX PACKS

Sanlam AUTO

L'ASSURANCE QUI ME DONNE LE CHOIX

- 
PACK AVANTAGE
- 
PACK ÉVOLUTIVE
- 
PACK CONFORT
- 
PACK LIBERTÉ



Contactez-nous

22 53 59 00
22 22 98 98

www.tg.sanlam.com



Vivez en toute confiance